

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### Nombre de membres

- en exercice : 63<sup>(\*)</sup>
- présents : 39
- votants : 42
- 0 contre 0 abstention

### Objet :

#### Délibération 2026/03

#### Autorisation de programme et crédits de paiement AP/CP n° 2026/01

#### Travaux d'extension de la station de traitement de l'eau de SALIGNAC – VAL DE VIRVEE et modification du pompage

Le vendredi six février 2026 à neuf heures trente,

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à CUBZAC LES PONTS sous la présidence de Monsieur Florian GUILLAUD.

Date de convocation : 27 janvier 2026

### Présents :

M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. DURANT - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. GASTEUIL - M. DUBOSCQ - M. GARANTO - M. CHOLLET-GABARD - M<sup>me</sup> DEVAL - M. DUFOURGT - M. QUEYROI - M. GUIJARRO - M. DUBOUREAU - M. EYRAUD - M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE - M. MALARET - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. PRAT - M. FERRE - M. MEYER - M. MIGNER - M. TABUSTEAU - M. POTIER - M. SUBERVILLE - M<sup>me</sup> DELAGARDE - M. MARTIAL - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M<sup>me</sup> LAVANDIER (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) - M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAIS) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M<sup>me</sup> MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

### Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. FRADET (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. DURANT (CDC DU FRONSADAIS)
- M. DEPRET (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. GASTEUIL (CDC DU FRONSADAIS)
- M. MARTOS (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS) : pouvoir à M. POTIER (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS)

### Membres absents excusés (sans procuration) :

M. DESAGNAT - M. RODRIGUEZ - M. GRIMA - M. MAIRE - M. BARDEAU - M. VIELFAURE - M. DUCARRE - M<sup>me</sup> ROY - M. DAILL - M. DUVERGER - M. MEYNADIER - M. de COURNUAUD - M<sup>me</sup> FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) *représentant la communauté de communes du Fronsadais*  
M. FAVRE - M. MICHEL - M. LEFEVRE - M<sup>me</sup> LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*  
M. DIDIER (CAVIGNAC) - M. GAUDRY (MARCENAI) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

(\*) nombre de membres ramené à 63 du fait du décès d'un élu

L'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour les opérations d'investissement, les collectivités peuvent utiliser deux techniques :

1. Inscription de la totalité de la dépense la 1<sup>ère</sup> année, puis report d'une année sur l'autre du solde. Cette méthode nécessite l'ouverture de crédits suffisants pour couvrir l'engagement dès la 1<sup>ère</sup> année, y compris les modalités de financement, comme l'emprunt.
2. Prévision d'un échancier dès le début de l'opération, qui se décline par une ouverture des crédits budgétaires annuels par tranches.

Ce 2<sup>ème</sup> point fait référence à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement définie par les articles L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités.

Cette procédure permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à engager au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'autorisations de programme et de crédits de paiement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la collectivité.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programme peuvent être votées à chaque étape de la procédure budgétaire même si elles n'ont pas été présentées lors du débat d'orientations budgétaires.

Les crédits de paiement non utilisés une année sont reportés automatiquement sur les crédits de paiement de l'année N + 1. Toute autre modification de ces autorisations de programme et crédits de paiement (révision, annulation, clôture) se fera par délibération du conseil syndical.

Compte tenu du montant de l'opération portant sur l'extension et la modification du pompage de la station de traitement de l'eau potable de SALIGNAC – VAL DE VIRVEE qui s'élève à 4.500.000 € HT ;

Considérant que cet investissement sera réalisé sur deux exercices 2026 et 2027 ;

Le Président propose l'ouverture d'une autorisation de programme et l'inscription de crédits de paiement aux budgets 2026 et 2027 selon les montants définis ci-dessous :

Autorisation de programme	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027
4 500 000 €	1 500 000 €	3 000 000 €

**Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :**

1. Décide de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement tels que définis dans le tableau ci-dessus.
2. Autorise le Président à engager les dépenses des opérations ci-dessus à hauteur de l'autorisation de programme et mandater les dépenses afférentes.
3. Dit que les reports des crédits de paiement se feront sur les crédits de paiement de l'année N + 1 automatiquement.
4. Précise que toute modification de l'autorisation de programme et des crédits de paiement (révision, annulation, clôture) fera l'objet d'une délibération.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,  
Le 11 Février 2026.



Catherine DELAGARDE, secrétaire de séance

SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE  
ET D'ASSAINISSEMENT DU  
CUBZADAIS FRONSADAIS



Florion GUILLAUD  
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS